

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

DOSSIER DE PRESSE

Le projet de loi portant engagement national pour l'environnement : Le temps de l'application et de la territorialisation

27 avril 2010



Sommaire

Le projet de loi portant engagement national pour l'environnement : Le temps de l'application et de la territorialisation - Avril 2010

- **1^{er} chantier :** Amélioration énergétique des bâtiments et harmonisation des outils de planification
- **2^{ème} chantier :** Un changement essentiel dans le domaine des transports
- **3^{ème} chantier :** Réduire les consommations d'énergie et le contenu en carbone de la production
- **4^{ème} chantier :** Préservation de la biodiversité
- **5^{ème} chantier :** Risques, santé, déchets
- **6^{ème} chantier :** Mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance écologique



Le projet de loi portant engagement national pour l'environnement

Le temps de l'application et de la territorialisation

Avril 2010



Depuis 2007, notre pays se dote d'un arsenal juridique unique en France et en Europe. Ce-dernier **est directement issu du Grenelle Environnement** qui a permis de faire travailler en étroite concertation, l'ensemble des acteurs du développement durable : l'Etat, les élus locaux, les associations, les entreprises et les salariés.

En votant **la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle Environnement** (dite « Grenelle 1 »), **le Parlement a choisi la voie de la responsabilité et de la lucidité**. L'adoption d'amendements constructifs, venus enrichir ce texte, a mis une fois de plus en lumière l'engagement sans faille du Parlement en faveur d'un nouveau modèle de croissance sobre en carbone et en énergie.

En moins de trois ans, notre pays **est parvenu à se situer soit dans le trio de tête européen, soit en position de leader**, sur les quatre ou cinq grands chantiers qui constituent les véritables baromètres du Grenelle Environnement : les énergies renouvelables, le bâtiment, les transports, les voitures propres, la gouvernance et la recherche.

Il s'agit désormais de poursuivre et d'approfondir cette mutation grâce à l'examen du **projet de loi portant engagement national pour l'environnement, dit « Grenelle 2 »**, qui décline chantier par chantier, secteur par secteur, les objectifs entérinés par le premier volet législatif du Grenelle Environnement.

De ce point de vue, le Grenelle II est **un texte d'application et de territorialisation du Grenelle Environnement** et de la loi Grenelle I. Il permet d'enraciner la mutation écologique à la fois dans les habitudes et dans la durée.

Ce projet de loi, **adopté par le Sénat le 8 octobre dernier et examiné en séance publique par l'Assemblée nationale à partir du 4 mai prochain**, est un outil de **simplification, d'accélération**, et de prévention. **Il constitue en somme le logiciel du Grenelle Environnement, qui en garantit à la fois la crédibilité, l'efficacité et l'irréversibilité.**

Ce volet législatif se décline avec la mise en œuvre de **six chantiers majeurs**. Il présente des mesures liées **à la lutte contre le réchauffement climatique** (dans les secteurs du bâtiment, de l'urbanisme, des transports, de la maîtrise de l'énergie, etc.), **à la préservation de la biodiversité, au développement d'une agriculture durable, à la prévention des risques et la protection de la santé, à la mise en œuvre d'une gestion durable des déchets ou encore à l'instauration d'une gouvernance adaptée à cette mutation écologique.**

Retrouvez le projet de loi portant engagement national pour l'environnement en ligne :
www.developpement-durable.gouv.fr

1^{er} chantier

Amélioration énergétique des bâtiments et harmonisation des outils de planification

⇒ **Favoriser un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques**, mieux articulé avec les politiques d'habitat, de développement commercial et de transports tout en améliorant la qualité de vie des habitants, tels sont les objectifs du Grenelle Environnement en matière d'urbanisme. Aussi, à cette fin, sont proposés :

- **le renforcement du code de l'urbanisme** en tant qu'outil du développement et de l'aménagement durable des territoires, notamment par **la simplification, l'actualisation et le verdissement des outils de planification** (DTA¹, SCOT² et PLU³...) ;
- la possibilité de dépasser les COS⁴ jusqu'à 30 % si les bâtiments concernés sont particulièrement performants en matière énergétique ;
- **la généralisation des SCOT à l'ensemble du territoire d'ici 2017**, pour organiser le développement des territoires à la bonne échelle, avec des documents de planification déclinés en fonction des spécificités locales ;
- **la mise en œuvre d'un urbanisme de projet**, à travers le renforcement des outils tels que la déclaration de projet et le projet d'intérêt général ;
- **la réforme de la réglementation de l'affichage publicitaire**, pour mieux encadrer cet affichage et limiter son impact sur nos paysages, tout particulièrement en entrée de ville.

⇒ Afin de mettre en œuvre **la rupture technologique dans le neuf et la rénovation thermique accélérée du parc ancien**, le projet de loi portant engagement national pour l'environnement propose pour le volet logement :

- la création d'une **attestation obligatoire vérifiant la prise en compte des normes énergétiques à la fin des travaux**, assortie d'une responsabilisation accrue du maître d'œuvre ;
- **le développement des contrats de performance énergétique** ;
- **l'amélioration du diagnostic de performance énergétique (DPE)** ;
- la réalisation d'**audits énergétiques** dans les grandes copropriétés et de DPE dans les petites et moyennes copropriétés ;
- l'obligation **d'informer en amont les futurs occupants d'un bâtiment sur sa performance énergétique et l'affichage des performances énergétiques dans les annonces immobilières** ;
- **l'extension des dispositifs favorables à l'installation d'équipements en chauffage collectif économes en énergie aux appareils de climatisation** (ce qui permet notamment de tenir compte des spécificités de l'Outre-mer) ;
- **une organisation plus efficace pour faciliter l'accès aux améliorations énergétiques pour les copropriétés et les logements en location** ;
- **la prise en compte de mesures destinées à lutter contre la précarité énergétique** dans les plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées.

Ces modalités visent à inciter la construction de **bâtiments basse consommation** (moins de 50 KW/H par mètre carré et par an) et à tendre vers **la réduction de la consommation d'énergie du parc ancien de 38% d'ici 2020**. L'amélioration de la performance énergétique

¹ DTA : Directive territoriale d'aménagement

² SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale

³ PLU : Plan local d'urbanisme

⁴ COS : Coefficient d'occupation des sols

et de son évaluation est indispensable à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et au respect des engagements pris par le Grenelle Environnement et votés avec la loi Grenelle 1.

2^{ème} chantier

Un changement essentiel dans le domaine des transports

Il s'agit de faire évoluer nos infrastructures de transports et nos comportements. **L'enjeu concerne notamment le développement des infrastructures alternatives à la route, la réalisation d'un peu plus de 1 500 km de lignes de transports collectifs urbains, sans compter ceux de l'Ile-de-France, ou encore la construction d'autoroutes ferroviaires et de voies maritimes, avec entre autres le canal Seine Nord Europe.** L'objectif est d'assurer une cohérence d'ensemble pour les infrastructures de transports, qu'ils soient de voyageurs ou de marchandises, et de les adapter aux défis énergétiques et écologiques actuels.

⇒ Le projet de loi portant engagement national pour l'environnement propose ainsi **des mesures en faveur du développement des transports collectifs urbains et périurbains :**

- **clarification des compétences des collectivités locales** afin d'améliorer la planification et la gestion de tous les modes de transports (auto-partage, vélos en libre service, réglementation du stationnement...) ;
- extension de la possibilité d'avoir recours à une **procédure d'extrême urgence pour construire des infrastructures de transport collectif** ;
- développement de la **notion d'auto-partage** et création d'un label spécifique ;
- possibilité, sous certaines conditions, pour les AOTU, hors Ile-de-France, d'instituer une taxe forfaitaire sur le produit de la valorisation des terrains nus et des immeubles bâtis résultant de la réalisation d'infrastructures de transports collectifs en site propre ;
- **unification des transports en outre-mer** avec une autorité organisatrice de transport unique » et que soit « délimité un périmètre unique de transports » ;
- compétence des communautés urbaines pour organiser un service de **mise à disposition de vélos en libre service et réalisation de stationnements sécurisés pour les vélos** » lors de la construction d'un immeuble ou de l'aménagement d'un parking.

⇒ Il s'agit également d'aller vers **une modernisation des péages autoroutiers :**

- transposition d'une directive européenne permettant de **moduler les péages des poids lourds** en fonction des performances environnementales des camions de marchandises ;
- **développer les péages sans arrêt sur les autoroutes** afin de réduire les bouchons et de fluidifier le trafic.

⇒ Ce projet de loi facilite enfin **le développement des véhicules électriques et hybrides rechargeables** en encourageant la possibilité de **créer et d'entretenir des infrastructures de charge** nécessaires à l'usage de ces véhicules, pour les collectivités locales, les habitations et les lieux de travail.

3^{ème} chantier

Réduire les consommations d'énergie et le contenu en carbone de la production

Le titre 3, consacré au chantier de l'énergie, poursuit l'objectif de **réduire radicalement nos émissions de gaz à effet de serre**, au travers de la **généralisation de l'affichage des performances énergie-carbone**, du **maintien de la France au premier rang des pays européens producteurs d'énergies renouvelables**, ou encore du **développement de nouveaux carburants issus de végétaux ou de déchets organiques**.

⇒ Le projet de loi portant engagement national pour l'environnement propose **des mesures en faveur de la réduction de la consommation énergétique et de la prévention des gaz à effet de serre** :

- instauration, au niveau régional, des « **schémas du climat, de l'air et de l'énergie** » dont le but est notamment de valoriser le potentiel régional d'énergies renouvelables et de développer l'efficacité énergétique ;
- instauration d'un **schéma régional de raccordement au réseau d'énergies renouvelables** (afin d'accélérer le raccordement des sources d'énergies renouvelables au réseau national d'électricité) ;
- **obligation** pour les entreprises de plus de 500 salariés et les collectivités de plus de 500 000 habitants **d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre** ;
- **encadrement des dispositifs expérimentaux de capture et stockage de CO₂** pour en faciliter l'émergence tout en garantissant la concertation et la sécurité ;
- **extension et amélioration du dispositif des certificats** d'économies d'énergie (extension aux carburants automobiles, fixation d'un objectif dans le domaine de la lutte contre la précarité énergétique, extension aux bâtiments agricoles, éligibilité des collectivités locales, des organismes HLM et de l'Anah...) ;
- facilitation des **contrats de performance énergétique** ;
- amélioration de l'**information des consommateurs par les distributeurs d'énergie**.

⇒ Il comporte également **des dispositions en faveur des énergies renouvelables** :

- encourager les **réseaux de chaleur d'origine renouvelable** ;
- généraliser l'**installation de compteurs d'énergie dans les immeubles alimentés par les réseaux de chaleur** ;
- mutualisation des frais de raccordement au réseau pour les énergies renouvelables ;
- **développer l'éolien en mer**, par une simplification administrative et l'extension des missions des gestionnaires de réseau ;
- **amélioration de la planification, du cadre réglementaire et de la concertation locale sur les éoliennes** ;
- possibilité pour **les régions et les départements** de bénéficier de l'obligation d'achat pour l'énergie qu'ils produiront de façon renouvelable ;
- **possibilité pour toute personne morale d'installer des panneaux photovoltaïques** sur ses bâtiments, et de vendre l'électricité produite en bénéficiant du tarif d'achat bonifié ;
- **les sociétés civiles agricoles** (par exemple les GAEC) pourront exploiter directement des installations photovoltaïques ;
- **simplification administrative** pour la création d'installations électriques à partir d'énergie renouvelable ;
- possibilité de publier des **statistiques territorialisées** sur le développement des énergies renouvelables ;

- **délai maximal de deux mois** pour le raccordement des petites installations de production d'électricité à partir d'énergie renouvelable exploitées (ex : panneaux photovoltaïques des particuliers) ;
- suppression du plafond de 12 MW fixé pour le bénéfice de l'obligation d'achat s'agissant des **énergies géothermiques, marines et solaires thermodynamiques** ;
- mise en place d'un dispositif de **soutien financier à l'injection de biogaz** dans le réseau de gaz naturel avec garantie d'origine.

4^{ème} chantier

Préservation de la biodiversité

Le titre 4, relatif à la biodiversité, vise à prendre des mesures afin **d'assurer le bon fonctionnement des écosystèmes** et retrouver une **bonne qualité écologique des eaux**, à élaborer d'ici 2012 une **trame verte** et une **trame bleue**, ou encore à **réduire la consommation d'espaces agricoles et naturels**, ainsi que les pollutions chimiques. On peut relever un certain nombre de propositions dans les domaines suivants :

⇒ **L'agriculture durable**

- **encadrement des activités de conseil et de vente des produits phytopharmaceutiques**, ainsi que de la gestion des déchets associés ;
- **interdiction, sauf dérogation, de l'épandage aérien des produits phytopharmaceutiques**, et **stricte limitation ou interdiction de leur usage dans les espaces utilisés par le grand public ou des groupes de personnes vulnérables** ;
- **encadrement strict de la publicité des produits phytopharmaceutiques** pour les circuits amateurs et professionnels ;
- **protection des aires d'alimentation de captage d'eau potable** ;
- instauration d'une **certification environnementale volontaire** des exploitations agricoles, le label « Haute Valeur Environnementale » étant réservé au niveau supérieur de certification pour une meilleure lisibilité ;
- **création d'un cadre réglementaire pour l'introduction de macro-organismes** permettant de lutter biologiquement contre certaines maladies ;
- précisions sur la **gestion des parcelles d'agriculture biologique** dans l'aménagement foncier ;
- **le rapport annuel au Parlement sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques** inclut **un volet d'évaluation de l'impact économique, social et environnemental de ces usages**, et précise la portée de chaque nouvelle norme au regard des règles communautaires des pratiques dans l'Union européenne.

⇒ **La protection des espèces et des habitats**

- renforcement des **plans d'action en faveur de la faune et la flore sauvages menacées**, ainsi que de la protection des sites géologiques ;
- **habilitation des Safer⁵** à acquérir des zones humides particulièrement menacées à des fins de conservation concernant des terrains agricoles, et des agences de l'eau pour d'autres zones humides, non agricoles ;

⁵ Safer : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

- définition de la **trame verte et bleue et des schémas de cohérence écologique**, et affirmation d'un objectif de **remise en bon état écologique** ;
- **renforcement de la méthode de concertation pour l'élaboration de la trame verte et bleue** :
 - création d'un comité national et de comités régionaux de suivi ;
 - représentativité du comité de pilotage ;
 - obligation de transmission du projet à l'ensemble des communes et EPCI concernés avant mise à l'enquête du projet de trame verte et bleue ;
- **création d'un établissement public de l'Etat pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du marais Poitevin** ;
- mise en place d'un cadre pour toute modification du **territoire d'un Parc naturel régional (PNR)**.

⇒ **L'assainissement et les ressources en eau**

- encadrement de la réalisation par les collectivités d'un **inventaire de leur réseau de distribution d'eau**, de l'évaluation des **fuites des réseaux et leur rendement**, puis de la mise en œuvre, le cas échéant, des **travaux de réparation** ;
- **amélioration de l'encadrement des installations d'assainissement non collectif** et possibilité pour les communes d'effectuer des travaux d'office pour **leur mise en conformité** ;
- modification des modalités de perception et mise en œuvre de **la taxe sur les eaux pluviales par les collectivités** ;
- introduction de la possibilité d'instauration d'un service unique de l'assainissement collectif et non collectif pour les collectivités volontaires.

⇒ **La mer et le littoral**

- **définition et méthode de concertation d'une stratégie nationale de gestion intégrée de la mer et du littoral**, déclinée en **documents stratégiques de façade largement concertés** et pris en compte par les documents d'urbanisme ;
- création d'un **éco-label** pour les produits de la pêche qui font l'objet d'une gestion durable ;
- transposition de la directive cadre européenne sur **la stratégie pour le milieu marin et début de la traduction législative des engagements du Grenelle de la mer avec la création d'un conseil national de la mer et du littoral** ;
- les missions du **Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres** sont facilitées dans les départements d'outremer ;
- création de « **parcs naturels marins** » non seulement dans les eaux territoriales, mais également dans les zones économiques exclusives, par exemple en Polynésie.

5^{ème} chantier

Risques, santé, déchets

Ce titre recouvre un ensemble de dispositions relatives à des objectifs de **maîtrise des risques, de traitement des déchets et de préservation de la santé**.

⇒ **Concernant la lutte contre les nuisances lumineuses et sonores :**

- **définition d'un cadre législatif relatif à la « pollution lumineuse »** et aux modalités du contrôle de certaines installations, y compris publicitaires ;
- **réforme de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores et aéroportuaires (ACNUSA)**, en élargissant ses compétences aux nuisances autres que sonores, en **rationalisant le processus de contrôle et de sanction**, et en prévoyant une **place plus importante pour les riverains** ;
- respect des **plans d'exposition au bruit** pour les nouveaux aéroports ;
- renforcement de la **transparence en matière de mesure des radiofréquences** ;
- **obligation pour les entreprises ferroviaires de « contribuer à la réduction du bruit, en adoptant notamment des dispositifs de freinage de leur matériel roulant »** ;
- **garanties financières** pour les installations de gestion des déchets des mines.

⇒ **Concernant les autres expositions comportant un risque potentiel pour la santé :**

- introduction dans le code de l'environnement du **principe de surveillance de la qualité de l'air intérieur** (pour les lieux recevant du public ou des populations sensibles) ;
- mandat à l'ADEME de conseiller les pouvoirs publics dans la conception des politiques de prévention de la pollution atmosphérique ;
- introduction dans le code de l'environnement du **principe de gestion globale de la qualité de l'atmosphère** (effet de serre et autres pollutions) ;
- **renforcement de l'encadrement réglementaire, de l'information du public, et de la recherche sur les ondes électromagnétiques** ;
- **recensement par l'Agence nationale des fréquences, au 31 décembre 2012 au plus tard, des points du territoire où les taux d'exposition aux radiofréquences dépassent sensiblement la moyenne nationale** ;
- **utilisation du téléphone portable par les élèves** interdite dans les écoles maternelles, les écoles élémentaires et les collèges, et obligation de vendre les téléphones portables avec une **oreillette** ;
- renforcement de la **protection des travailleurs** par rapport aux ondes électromagnétiques ;
- proposition de mise en place d'un cadre général de **certification des écomatériaux** ;
- obligation pour les entreprises qui fabriquent, importent ou distribuent des substances à l'état nano particulaire de **déclarer ces substances et leurs usages** ;
- **adoption de propositions issues de la table ronde sur les risques industriels** qui s'est déroulée au printemps dernier et qui réunissait les parties prenantes des 5 collèges du Grenelle (ONG, monde économique, syndicats, élus, administration) : est notamment facilitée la réalisation des plans de prévention des risques technologiques et la réduction des risques et pollutions liés aux infrastructures de transports.

Toujours sur la partie risques, il convient de souligner, d'une part, la transposition de **la directive européenne relative à la gestion des inondations qui permet une meilleure évaluation des risques et une concertation approfondie sur les territoires**, d'autre part,

la décision de porter le taux de financement de 40% à 50% par le Fonds Barnier des actions de prévention du plan séisme Antilles.

⇒ **Enfin, pour une gestion durable des déchets :**

- mise en place de filières de récupération et de traitement spécifique pour les seringues, les déchets dangereux des ménages et les produits d'ameublement ;
- modulation de la contribution financière de chaque produit à sa filière de traitement en fonction de son impact environnemental et de ses valorisations ;
- institution d'une consigne minimum sur les bouteilles de gaz ;
- création dans tout magasin d'alimentation de plus de 2500 m² d'un point de déballage des suremballages des produits en sortie de caisse ;
- institution d'un diagnostic déchets avant toute démolition de certains types de bâtiments ;
- limitation des capacités d'élimination ou d'enfouissement des déchets ménagers afin de favoriser la prévention, le recyclage et la valorisation ;
- création d'une collecte sélective obligatoire des déchets organiques par leurs gros producteurs ;
- instauration de plans départementaux de gestion des déchets issus du BTP, privilégiant l'utilisation de matériaux recyclés ;
- limitation du traitement des installations de stockage et d'incinération à 60% des déchets produits sur le territoire ;
- diminution de 15% des quantités de déchets destinés à l'enfouissement ou à l'incinération et réduction de la production d'ordures ménagères de 5 kg par habitant et par an pendant les cinq prochaines années, d'ici au 1^{er} janvier 2012, conformément aux objectifs fixés dans le Grenelle 1 ;
- possibilité donnée aux collectivités locales d'expérimenter pendant trois ans la mise en place d'une part variable incitative, calculée en fonction du poids et du volume des déchets, dans la TEOM⁶ ;
- interdiction de toute transaction en liquide portant sur les métaux ferreux et non ferreux en dessous d'un seuil fixé par décret.

⁶ TEOM : Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères

6^{ème} chantier

Mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance écologique

L'objectif est de renforcer la gouvernance dans toutes les instances : il faut désormais instaurer les outils nécessaires à son application dans le secteur privé, comme dans la sphère publique.

⇒ Dans les entreprises

- obligation de présenter un **bilan social et environnemental dans leur rapport annuel** pour la plupart des entreprises de plus de 500 salariés, y compris les entreprises publiques ;
- **en matière d'affichage environnemental**, une **expérimentation, concertée** avec tous les acteurs des filières concernées, **d'une durée d'une année minimale à compter du 1^{er} juillet 2011**, puis un rapport au Parlement précédant la prise d'un décret qui **généralisera** le cas échéant **le dispositif** ;
- **à partir de 2011, affichage des émissions de gaz à effet de serre associées aux prestations de transport** de voyageurs ou de marchandises ;
- **obligation pour les sociétés financières, de gestion et d'investissement de justifier annuellement de critères sociaux, environnementaux et de gouvernance pour leurs choix d'investissement** ;
- mise en place d'une **vérification par des organismes tiers des informations sociales et environnementales** que les entreprises doivent fournir à leurs actionnaires en sus des informations financières ;
- procédure permettant que les **maisons mères, ou éventuellement grands-mères, soit sur la base du volontariat, soit en cas de faute, puissent financer la réparation de dommages environnementaux incombant à des filiales défaillantes.**

⇒ Dans la sphère publique

- **association du public au processus décisionnel** et amélioration de son **accès à l'information**, ainsi que de son **suivi de la mise en œuvre des conclusions** des débats et enquêtes publiques : le public sera consulté sur toutes les réglementations nationales ayant un impact direct et significatif sur l'environnement ;
- **consultation obligatoire du public en amont des enquêtes publiques pour tous les projets de plus de 150 M€** ;
- **transposition de la directive plan programme 2001 (hors urbanisme) introduisant le cas par cas pour l'évaluation environnementale** ;
- **élargissement de la concertation** aux représentants des syndicats et des acteurs économiques, et possibilité pour les préfets de mettre en place des instances locales de concertation sur la base des « 5 collèges » du Grenelle ;
- **réduction drastique des types d'enquête publique passant de 180 à 2**, et rationalisation des études d'impact ;
- **élaboration pour les collectivités territoriales** de plus de 50 000 habitants d'un rapport de développement durable préalablement à l'adoption de leur budget ;
- **définition d'un référentiel législatif facilitant la réalisation des Agendas 21** ;
- **création des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux** ; la composition de ceux-ci décline au niveau régional et à due proportion celle adoptée pour le Conseil économique, social et environnemental ;
- **interdiction de la publicité promouvant des comportements constitutifs d'infraction environnementale** ;

- **insertion des associations d'éducation à l'environnement représentatives** dans les instances de consultation sur l'environnement et le développement durable.

La gouvernance écologique doit placer la concertation en amont des projets et considérer **les collectivités territoriales** dans leurs particularités et leurs spécificités. Il s'agit donc de mettre en œuvre une nouvelle gouvernance dans laquelle l'Etat aura un devoir **d'exemplarité et de transparence**.